

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT
ET DE LA DECONCENTRATION

3ème bureau

n° 25205
annule et remplace
le n° 11974

LE PREFET de la REGION de BRETAGNE
PREFET d'Ile-et-Vilaine
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de L'Environnement, et ses différents modificatifs ;

VU la loi n° 61.842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs ;

VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime, à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, et les décrets n° 73.218, n° 73.219 du 23 février 1973 et n° 87.279 du 16 avril 1987 pris pour son application ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée et ses différents modificatifs ;

VU le décret n° 53.578 du 20 mai 1953 portant nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, modifié et complété ;

VU l'instruction du Ministre du Commerce du 6 juin 1953 relative au rejet des eaux résiduaires par les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juillet 1954 sur la pollution des eaux des étangs, canaux et cours d'eau ;

VU le décret n° 92.184 du 25 février 1992 modifiant la nomenclature des Installations Classées ;

VU l'arrêté du 29 février 1992 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les porcheries de plus de 450 porcs au titre de la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté n° 11974 délivré le 30 mars 1976 à M. Michel CRESPEL pour l'exploitation d'un élevage de porcs situé au lieu-dit « Le Champ Bigot » à MONTAUBAN DE BRETAGNE ;

/.

VU la demande présentée par M. Michel CRESPEL en vue d'obtenir l'autorisation de mettre en conformité cette porcherie au lieu-dit « La Ville au Roux » et « Le champ bigot » à MONTAUBAN DE BRETAGNE ;

VU les plans joints à la demande d'autorisation ;

VU l'avis de l'Inspecteur des Installations Classées ;

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

VU l'avis du Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours ;

VU l'avis du Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Équipement ;

VU l'avis de la Commission des Structures Agricoles ;

VU le procès-verbal d'enquête publique ouverte dans la commune de MONTAUBAN DE BRETAGNE du 23 août 1993 au 24 septembre 1993 et l'avis de la commission d'enquête ;

VU l'avis des conseils municipaux de MONTAUBAN DE BRETAGNE, ST MEEN LE GRAND, QUEDILLAC, BOISGERVILLY, ST ONEN LA CHAPELLE, MUEL, ST UNIAC, IFFENDIC, SAINT MAUGAN, SAINT M'HERVON, MEDREAC, GAEL et LE CROUAIS ;

VU l'arrêté de prorogation de délai en date du 31.12.1993 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa réunion du 1er mars 1994 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

AR R E T E

ARTICLE 1 - M. Michel CRESPEL est autorisé à exploiter une porcherie au lieu-dit « la Ville-au-Roux » à MONTAUBAN DE BRETAGNE.

L'établissement qui sera autorisé pour 840 truies productives (960 présentes), 22 verrats, 2400 porcelets en post-sevrage, 2400 porcs en préengraissement et 4100 porcs à l'engrais, sera classé à la rubrique 2102 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

ARTICLE 2 - Sans préjudice des dispositions réglementaires applicables par ailleurs, la porcherie, ses annexes ainsi que les ouvrages de stockage des effluents, seront implantés :

- à plus de 100 mètres des habitations occupées par des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;

- toutes les parties sises à moins de 100 m de l'habitation voisine devront être désaffectées ;

- à plus de 35 m des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;

- à plus de 200 mètres des lieux de baignade et des plages ;

- à plus de 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles sauf dérogation liée à la topographie.

La porcherie et ses annexes seront situées, installées et exploitées conformément au plan et au dossier joints à la demande d'autorisation.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification notable de l'installation ou de son mode d'utilisation seront portées à la connaissance du Préfet avant leur réalisation.

Article 3 - Au sens du présent arrêté, on entend par :

- habitation, un local destiné à servir de résidence permanente ou temporaire à des personnes (logements, pavillon, hôtel, etc...) ;
- local habituellement occupé par des tiers, un local destiné à être utilisé couramment par des personnes (établissements recevant du public, bureau, magasin, atelier, etc...).

- Règles d'aménagement -

Article 4 - L'exploitation se fera sur lisier.

Article 5 - Tous les sols de la porcherie, toutes les installations d'évacuation (canalisations, caniveaux à lisier, etc...) ou de stockage seront imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

A l'intérieur du bâtiment, le bas des murs, sur une hauteur de un mètre au moins, sera imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité.

Pour les bâtiments ou parties de bâtiments exploités sur paille ou sur litière accumulée toutes les dispositions seront prises pour éviter tout écoulement d'effluents ou d'eaux usées sur l'extérieur de la porcherie.

Article 6 - Un compteur d'eau volumétrique sera installé sur la conduite d'alimentation en eau de la porcherie.

Article 7 - Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien du bâtiment et des annexes seront collectées par un réseau d'égout étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des effluents de la porcherie.

Les aires extérieures de séjour des animaux seront soit en béton, soit en tout autre matériau étanche. Elles comporteront des dispositifs pour collecter les eaux pluviales et de nettoyage qui ne doivent pas s'écouler sur les terrains avoisinants. Les eaux ainsi recueillies seront dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduelles de la porcherie.

Article 8 - Les eaux pluviales non polluées ne seront pas mélangées aux effluents d'élevage et pourront être évacuées dans le milieu naturel.

Dans le cas où il existe des aires d'exercice, les eaux pluviales provenant des toitures ne doivent pas être rejetées sur ces surfaces, mais collectées par une gouttière et évacuées séparément.

Article 9 - La pente des sols de la porcherie (couloirs de circulation, aires de repos, etc.) ou des installations annexes (aires extérieures revêtues, etc.) permettront l'écoulement des effluents.

Tous les effluents, y compris les eaux de nettoyage de l'installation, seront évacués vers des ouvrages de stockage par des canalisations étanches.

Article 10 - Les ouvrages de stockage des effluents satisfont aux prescriptions de l'article 5, 1er alinéa.

Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages de stockage est interdit.

Les ouvrages de stockage à l'air libre seront entourés d'une clôture de sécurité efficace.

La capacité totale de stockage du lisier sera de 5 126 m³. Elle permettra un stockage des effluents liquides pendant six mois minimum.

Article 11- Un compteur électrique sera installé sur la ligne qui dessert la porcherie et ses annexes.

- Règles d'exploitation -

Article 12 - Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont complétées en matière d'urgence par les dispositions suivantes.

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 heures à 22 heures

DUREE CUMULEE D'APPARITION du bruit particulier : T				EMERGENCE MAXIMALE admissible en dB (A)
		T	< 20 minutes	10
20 minutes	≤	T	< 45 minutes	9
45 minutes	≤	T	< 2 heures	7
2 heures	≤	T	< 4 heures	6
		T	≥ 4 heures	5

Pour la période allant de 22 heures à 6 heures

Emergence maximale admissible : 3 dB (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

/...

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation restera inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;

- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc...) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation seront conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 69-380 du 18 avril 1969).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc..) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 13 - Les bâtiments seront convenablement ventilés.

Article 14 - Les effluents de la porcherie seront traités par épandage sur des terres agricoles.

La surface disponible sera de 49,40 ha de terrains exploités par le pétitionnaire et 654,13 ha sous contrat avec les agriculteurs suivants :

- M. Roger MESNAGE "la Jeannière" LE CROUAIS (7,05 ha),
 - M. Joseph DUVERGER "Tréhan" MONTAUBAN-de-BRETAGNE (20,03 ha),
 - M. Alain MANDARD "la Levrais" SAINT ONEN-la-CHAPELLE (26,95 ha),
 - M. André LEMARCHAND "Saint-Maurice" MONTAUBAN (13,93 ha),
 - M. Joseph CRESPEL "la Heuzelais" QUEDILLAC (12,23 ha),
 - M. Emile CRESPEL "les Bandes" QUEDILLAC (11,74 ha),
 - M. Guy LAVIOLETTE "le Millery" SAINT ONEN-la-CHAPELLE (33,97 ha),
 - M. Rémy TIREL "la Fouchardière" MONTAUBAN-de-BRETAGNE (3,90 ha),
 - G.A.E.C. PEIGIE "le Biard" SAINT ONEN-la-CHAPELLE (32,62 ha),
 - M. Michel BERTHELOT "Quénétain" MONTAUBAN-de-BRETAGNE (31,26 ha),
 - M. Eugène DOLAIS "la Ville-Chauvin" BOISGERVILLY (57,57 ha),
 - M. Loïc DELALANDE "la Saudrais" IFFENDIC (14,38 ha),
 - M. Alain LEVREL "Launay" SAINT MEEN-le-GRAND (9,42 ha),
 - M. Arsène PERTEL "Bourg" LE LOSCOUET/MEU (22) (14,57 ha),
 - Mme Marie-Madeleine HEARD "la Haute-Thiolais" MONTAUBAN-de-BRETAGNE (19,09 ha),
 - M. Maurice PIEDERRIERE "la Ville-Mauny" LE CROUAIS (2,27 ha),
 - M. Gilbert LEGUIN "la Vieux-Ville" SAINT ONEN-la-CHAPELLE (11,22 ha),
 - Mme Yvonne MOREL "la Ville-ès-Jeune" MONTAUBAN-de-BRETAGNE (6,22 ha),
 - M. Joël JOSSE "la Ville-Danet" BOISGERVILLY (13,08 ha),
 - M. Jean-Claude SAUVÉE "Pélineuc" MONTAUBAN-de-BRETAGNE (21,54 ha),
 - Mme Yvette JULO "la Poncenais" SAINT ONEN-la-CHAPELLE (9,95 ha),
 - M. Joseph PIRON "les Ferrières" MONTAUBAN-de-BRETAGNE (5,10 ha),
 - Mme Catherine TOXE "la Ville-Salède" QUEDILLAC (9,19 ha),
 - M. Ange CHATELET "les Cormiers" MONTAUBAN-de-BRETAGNE (16,15 ha),
 - M. Gilbert GILLET "le Bois-Picard" BOISGERVILLY (38,86 ha),
 - M. Pierre RENAULT "la Rosay" SAINT ONEN-la-CHAPELLE (18,57 ha),
 - M. Marcel ROBERT "le Pirouët" SAINT ONEN-la-CHAPELLE (41,31 ha),
 - M. Yves GERNIGON "la Porte" SAINT ONEN-la-CHAPELLE (29,06 ha),
 - M. Jean ROUAULT "le Petit-Launay" MONTAUBAN-de-BRETAGNE (25,64 ha),
- /...

- M. René LABBE "la Chaîne" SAINT ONEN-la-CHAPELLE (14,40 ha),
- M. Loïc JOUBEAU "la Guichardière" ST ONEN-la-CHAPELLE (16,05 ha),
- M. Michel GLOTIN "le Bois-Rieux" SAINT MEEN-le-GRAND (37,70 ha),
- M. Guy VERGER "le Prastel" MONTAUBAN-de-BRETAGNE (10,16 ha),
- Mme Chantal BAREL "la Choltais" BOISGERVILLY (18,82 ha).

L'épandage se fera dans les conditions prévues aux articles 16 et 17.

Article 15 - Tout rejet direct dans les eaux superficielles et souterraines d'effluents non traités est interdit.

Article 16 - Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et, d'autre part, toute habitation occupée par des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées en fonction :

- de la mise en oeuvre ou non d'un traitement ou d'un procédé en vue d'atténuer les odeurs ;

- du délai maximal respecté après l'épandage pour pratiquer l'enfouissement par un labour ou toute autre pratique culturale équivalente sur les terres travaillées ; l'arrêté préfectoral prévoit, le cas échéant, le délai applicable en l'espèce.

Elles sont fixées dans les tableaux ci-dessous qui présentent de façon synthétique les situations prévues pour la réalisation de l'épandage.

Cas des terres nues :

	DELAI MAXIMAL d'enfouissement après épandage	DISTANCE minimale
Réalisation d'un traitement ou mise en oeuvre d'un procédé atténuant les odeurs	24 h	50 m
Absence de traitement ou de procédé atténuant les odeurs	12 h	50 m
	24 h	100 m

Cas des prairies ou des terres en culture :

	DISTANCE minimale
Réalisation d'un traitement ou mise en oeuvre d'un procédé atténuant les odeurs	50 m
Absence de traitement ou de procédé atténuant les odeurs	100 m

/...

Article 17 - L'épandage des lisiers se fera conformément au plan d'épandage et au bilan de fertilisation figurant à l'étude d'impact.

Les apports azotés, toutes origines confondues, organique et minérale, sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiendront compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures. Ils ne pourront en aucun cas dépasser les valeurs maximales suivantes :

- sur prairies de graminées en place toute l'année (surface toujours en herbe, prairies temporaires en pleine production) : 350 kilogrammes à l'hectare par année ;

- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kilogrammes à l'hectare par année ;

- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

Chaque année, l'exploitant fournira au Préfet le nouveau plan d'épandage et signalera les modifications de cultures sur les parcelles déjà autorisées.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne devra être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

L'attention de l'exploitant est appelée sur la nécessité d'effectuer des épandages modérés, sachant que sa responsabilité reste engagée en cas de pollution due à un épandage excessif, d'un cours d'eau, d'un étang ou de tout autre point d'eau cité ci-dessus, même si les distances d'éloignement réglementaires sont respectées.

1 - L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvements d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;

- à moins de 200 mètres des lieux de baignades et des plages ;

- à moins de 500 mètres des piscicultures et des zones conchyliques, sauf dérogation liée à la topographie ;

- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ;

- pendant les périodes où le sol est gelé ou abondamment enneigé (exception faite pour les fumiers) ;

- pendant les périodes de forte pluviosité ;

- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées ;

- sur les terrains de forte pente ;

- par aéro-aspiration au moyen de dispositifs qui génèrent des brouillards fins.

- L'épandage est en outre interdit :

. les samedi, dimanche et jours fériés ;

. pendant la période allant du 15 juillet au 15 août s'il n'est pas suivi d'un enfouissement sous 24 heures ;

. pendant la période du 15 novembre au 15 janvier sur les sols nus ;

. pendant un an après la mise en service d'un réseau de drainage.

2 - Un cahier d'épandage sera tenu à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.

Il doit comporter :

- les dates d'épandage ;
- les volumes d'effluents et les quantités d'azote épandus toutes origines confondues ;
- les parcelles réceptrices ;
- la nature des cultures ;
- le délai d'enfouissement ;
- le traitement mis en oeuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

Article 18- L'installation sera maintenue en parfait état d'entretien. Lors du vide sanitaire entre deux bandes, les locaux seront nettoyés et désinfectés.

L'exploitant luttera contre la prolifération des insectes et des rongeurs en utilisant des méthodes ou des produits autorisés aussi souvent que nécessaire.

Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement seront stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

Article 19 - Les animaux morts seront enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

Article 20 - Les installations électriques seront conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état ; elles seront contrôlées tous les trois ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.

L'exploitant disposera de ressources en eau permettant l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie :

- soit l'implantation d'un poteau d'incendie normalisé situé, au plus, à 200 m de l'établissement ;

- soit une réserve d'eau d'au moins 120 m³ située à moins de 400 m, accessible en tout temps ;

- soit à partir d'un point d'eau naturel d'au moins 120 m³, accessible en toutes circonstances, à moins de 400 m.

Article 21 - Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages, seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution ou de nuisances (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Ils seront éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur.

Tout brûlage à l'air libre des déchets est interdit.

/...

Article 22 - Les prescriptions du Livre II du Code du Travail et du décret du 10 juillet 1934, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs seront observées.

Article 23 - L'Administration se réserve, en outre, la faculté de prescrire, ultérieurement, toutes modifications que le fonctionnement ou la transformation de l'établissement rendraient nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publiques, et ce, sans que le bénéficiaire de la présente autorisation puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ni à aucun dédommagement quelconque.

Article 24 - Le bénéficiaire de la présente autorisation, son représentant ou locataire devra toujours être en possession de l'arrêté d'autorisation et le présenter à toute réquisition des fonctionnaires ou agents qualifiés.

Le changement de propriétaire ou de représentant, la mise en location, le changement de locataire, ne sauraient avoir d'effet à l'encontre des prescriptions édictées dans le présent arrêté qui demeureront applicables à tout exploitant de l'établissement quelle que soit la forme du contrat qui le liera au titulaire de la présente autorisation.

Conformément à l'article 34 du décret du 21 septembre 1977 le changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet d'Ille-et-Vilaine, dans le délai d'un mois qui suivra la prise de possession.

Article 25 - Avant de mettre l'établissement dont il s'agit en activité le bénéficiaire de la présente autorisation devra justifier auprès de l'Administration préfectorale qu'il s'est strictement conformé aux conditions qui précèdent. De plus, il devra se soumettre à la visite de l'établissement par les agents soumis à cet effet par l'administration préfectorale.

Article 26 - Un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie est déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation et mise à la disposition de tout intéressé sera affiché à la porte de la mairie du lieu d'installation.

Un procès-verbal d'affichage sera adressé à la Préfecture par les soins du Maire, dès l'accomplissement de cette formalité.

Article 27 - Le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois années à compter de sa date de notification ou n'aura pas été exploitée pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 28- La présente autorisation ne dispense pas de l'obligation d'obtenir la délivrance du permis de construire dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Article 29 - Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, le Maire de MONTAUBAN et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise aux Maires de MONTAUBAN, ST MEEN-le-GRAND, LE CROUAIS, QUEDILLAC, BOISGERVILLY, SAINT ONEN-LA-CHAPELLE, MUEL, SAINT UNIAC, IFFENDIC, SAINT MAUGAN, SAINT M'HERVON, MEDREAC et GAEI.

POUR AMPLIATION
Pour le Préfet


F. MASCLET.

RENNES, le

22 AVR. 1994

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Albert DAUSSIN-CHARPANTIER

Délais et voies de recours (article 14 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Tout recours administratif préalable (gracieux ou hiérarchique) ou devant une juridiction incompétente n'interrompt pas ce délai.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente peuvent déférer la présente décision dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.